

# SOCIALISTES

Journal du PS Suisse  
73 · Janvier 2015  
AZB 3001 Berne



## Famille, je vous aime !

En cette année électorale, les familles sont au cœur des préoccupations de nombreux partis. Mais quelles sont les familles vraiment aidées : les plus aisées, un modèle familial en particulier ? Analyse de la votation du 8 mars prochain avec Liliane Maury Pasquier, conseillère aux Etats genevoise. Page 4

### POUR LES MUSULMANS

Notre rubrique culturelle se penche sur un thème on ne peut plus actuel, bien malgré elle... Découvrez le dernier ouvrage d'Edwy Plenel. Pages 3 et 10

### LES VILLES SUISSES

Entretiens croisés avec Sami Kanaan et Corine Mauch, les maires socialistes de Genève et de Zurich. Page 6



Ce film de Matthias Von Gunten nous invite à suivre la vie quotidienne de deux populations qui vivent aux deux extrémités du globe. Malgré la distance qui les sépare, leurs vies sont affectées par la même menace: le réchauffement progressif du climat qui modifie radicalement leur vie.

Thulé, situé au nord du Groenland, est l'une des terres les plus reculées au nord de notre planète. Dans cet environnement hostile où les températures descendent souvent en dessous des 40 degrés une grande partie de l'année, les habitants tentent de préserver leur héritage culturel et de vivre comme leurs ancêtres. Ainsi, chasse avec des traîneaux à chiens ou vêtements en fourrure font encore partie de leur quotidien. A l'autre bout de la planète, des insulaires vivent isolés aux Tuvalu, quelque part dans l'immensité de l'océan Pacifique. Depuis des siècles, ce peuple mène une vie paisible, se nourrit de poissons, de

noix de coco et de légumes cultivés.

Le film invite donc le spectateur à suivre les vies partiellement archaïques de ces deux peuples qui vivent dans le nord glacial et sur des îles tropicales du Pacifique. A première vue, rien ne semble lier ces deux peuples. Pourtant, au fur à mesure que le film avance, le spectateur aura l'occasion de relever de plus en plus de similitudes: tant au niveau de la pêche que de la chasse, que de la construction des traîneaux et des pirogues ou de l'importance de la mer pour l'alimentation de ces peuples. Au fil des siècles, ces deux peuples ont survécu en adaptant leur mode de vie en fonction de leur dépendance à la nature et de leur isolement du reste du monde.

Pourtant, la fonte des glaces commence à modifier dangereusement le paysage et la vie des chasseurs de Thulé, et l'élévation du niveau de la mer menace d'engloutir les habitants des Tuvalu. À travers ses protagonistes, le film nous montre com-



ment ces changements affectent leur environnement, leurs projets de vie et leurs préoccupations. Entre espoir et colère, résignation et confiance, ils essaient d'ajuster leurs attitudes face à cette menace. Malheureusement, certains sont contraints de tirer un trait sur leur vie et d'en recommencer une nouvelle à partir de rien.

La force de ce film ne réside pas seulement dans sa capacité à relier le destin tragique et commun de ces deux peuples. Mais il nous met également en garde contre un changement qui menace le monde entier. Les habitants de Thulé sont quasiment les antipodes des insulaires des Tuvalu, mais ils sont pourtant touchés par le même mal: le changement climatique. Les protagonistes peuvent dès lors être perçus comme les premiers et les plus beaux sismographe de ce changement mondial qui pointe à l'horizon.

Yves Chatton, Collaborateur PS Suisse



## L'IMAGE

Lors de l'Assemblée des délégué-e-s de Liestal, Christian Levrat avait prononcé un discours dans lequel il avait lu le message reçu par un camarade, propriétaire d'un bouvier bernois et particulièrement déçu que l'UDC ait choisi son compagnon préféré comme symbole pour la campagne en vue des élections fédérales de cet automne. Il demandait alors un foulard aux couleurs du PS pour son bouvier bernois, afin d'afficher la couleur!

Lors de son discours, Christian Levrat avait brandi un foulard rouge, qui a ensuite été envoyé au camarade en question. Celui-ci nous a fait parvenir une photo de son bouvier bernois arborant fièrement le foulard rouge.

Merci à lui pour son engagement et pour ses convictions...

Retrouvez le discours complet de Christian Levrat sur [www.pssuisse.ch/ad](http://www.pssuisse.ch/ad)



## Prémonitions ?

En page 10 du SOCIALISTES que vous tenez dans les mains, vous découvrirez une rubrique culturelle, qui se glissera dans vos pages, numéro après numéro. Mais aujourd'hui, lorsque vous prendrez connaissance de la présentation du livre « Pour les musulmans », d'Edwy Plenel, vous ne pourrez vous empêcher de penser « suite à l'attentat contre Charlie Hebdo, ils se sont sentis obligés de présenter ce livre ».

Et bien détrompez-vous ! Cet ouvrage m'a été offert à Noël et, au vu de son quatrième de couverture qui annonçait une approche passionnante, je l'ai rapidement entamé et... dévoré... Si bien que je n'ai pas hésité une seule seconde à le retenir pour cette nouvelle rubrique culturelle, tant il est vrai que je pouvais me reconnaître dans chacune de ses pages.

En effet, la décision de le présenter datait bien de la toute fin 2014 et l'article que vous lirez en page 10 a été écrit le 5 janvier dernier, soit deux petits jours avant les attentats contre le journal satirique français. La suite donnera malheureusement raison au cofondateur et président de Mediapart : la basse récupération politique des partis populistes, le repli sur soi exigé, le rejet de l'autre, le joyeux mélange entre une religion et les ânes intégristes qui vont avec...

Oui, les attentats du 7 janvier dernier changeront la donne. Mais ils ne sont en rien le déclencheur d'un mouvement toujours plus radical, stupide, irréfléchi, abruti, imbécile et complètement dégénéré. Ils ne sont que l'amplificateur d'un mouvement qui a démarré il y a plusieurs années et qui voit, petit à petit, les partis populistes gagner du terrain par le rejet de l'autre et par l'oubli progressif des événements qui avaient pourtant traumatisé le XX<sup>e</sup> siècle...

Alors lisez Edwy Plenel ; lisez-le comme vous auriez pu le lire le 5 janvier dernier, il ne sera que plus réaliste encore... Malheureusement.

Gaël Bourgeois, rédacteur en chef

### IMPRESSUM

Editeur PS Suisse et Verein SP-Info, Spitalgasse 34, 3001 Berne, Tél. 031 329 69 69, Fax 031 329 69 70, info@socialistes.ch  
Rédaction Gaël Bourgeois et Yves Chatton  
Production Atelier Bläuer, Berne

# 33 ans plus tard



Leyla Gül  
Co-secrétaire  
générale  
du PS Suisse

J'ai récemment rencontré une ancienne amie lors d'une fête d'anniversaire. Ne nous étant pas revues depuis longtemps, nous nous sommes rapidement lancées dans une longue conversation. S. m'a expliqué qu'elle ne travaillait plus depuis un certain temps. Depuis, et bien que cela puisse paraître étrange, elle souffre beaucoup moins de situations stressantes avec son partenaire et ses enfants. Je comprenais exactement ce qu'elle voulait dire. Je sais ce que c'est de jongler quotidiennement entre deux univers : le travail et la famille ; ce que l'on ressent quand les vies professionnelle et privée se mélangent. Pourtant, le fait de la comprendre ne rend pas les choses plus simples pour autant.

Le travail est un élément déterminant de notre vie. Il me façonne et je le façonne. Mis à part le fait (non négligeable) que le travail est mon gagne-pain, j'y apporte ma contribution, j'y relève de nouveaux défis et j'y rencontre de nouvelles personnes, que je n'aurais pas eu l'occasion de connaître autrement. Dans le meilleur des cas, j'y trouve de la satisfaction et y reçois de la reconnaissance. Cependant, si je suis un homme, j'ai environ 20 % plus de chance de recevoir une reconnaissance, du moins quand celle-ci est financière. Il est important de préciser que 40 % de cet

écart est dû aux comportements discriminatoires.

Cela fait 33 ans que le principe « à travail égal, salaire égal » est ancré dans la Constitution. Cela fait 33 ans que ce principe est simplement ignoré. Cela fait 33 ans qu'on nous assure que le marché réglera tout seul ce problème, que les mesures volontaires suffisent. Pourtant, malgré l'échec de toute action volontaire, on agite le spectre d'une police de salaire et on peint le diable sur la muraille à la moindre réflexion concernant des mesures gouvernementales pour combattre la discrimination salariale. Je ne parviens pas à comprendre en quoi cela constituerait un problème ; un problème qui serait pire que 33 ans de discriminations quotidiennes envers la moitié de la population.

Qui sait : peut-être que S. aurait ressenti moins de stress si elle avait gagné plus. Elle et son mari auraient pu se permettre de moins travailler et de mieux concilier leurs vies privée et professionnelle. Ce n'est qu'une spéculation, certes. Mais le point essentiel est que je ne connaisse personne qui soit favorable à ce que les femmes gagnent moins que les hommes. Même jusqu'au fin fond du camp bourgeois, tout le monde trouve cette pratique injuste. Dès lors : si personne n'approuve cette pratique, pourquoi perdure-t-elle ?

# Impôt vaut mieux que deux tu l'auras pas

**ATTENTION, PIÈGE ALLÉCHANT ! L'INITIATIVE DU PDC VISANT À EXONÉRER DE L'IMPÔT LES ALLOCATIONS FAMILIALES PROMET D'« AIDER LES FAMILLES ». MAIS ELLE NE PERMETTRAIT D'AIDER QUE CELLES QUI EN ONT LE MOINS BESOIN.**



Liliane Maury Pasquier  
conseillère aux États (GE)

Si ce texte devait passer, les familles les plus nanties bénéficieraient d'allègements bien plus conséquents que celles à revenus moyen et bas. En cause, la progressivité de l'impôt. À titre d'exemple, une famille vaudoise avec deux enfants et un revenu de 120 000 francs par an profiterait d'une ristourne cantonale et communale de près de 1000 francs. Avec un revenu précaire de 20 000 francs, la même famille n'économiserait que 440 francs. Et à l'échelon fédéral, la moitié la moins aisée des familles de Suisse, qui ne sont pas soumises à l'impôt fédéral direct, ne bénéficierait d'aucun allègement !

Ces familles seraient doublement désavantagées, puisqu'elles subiraient plus lourdement la diminution des prestations résultant des baisses de recettes fiscales. Par exemple, la réduction du subventionnement des crèches... Les pertes fiscales engendrées par les mesures proposées atteindraient en effet près

d'un milliard de francs en tout. Cette initiative n'aboutirait ainsi qu'à cette réforme profondément inéquitable: la redistribution de l'aide financière aux familles du bas vers le haut. Un mouvement contraire au principe de l'imposition selon la capacité économique. Car les allocations familiales constituent bien une part du revenu. La taxation de ce revenu tient compte de la diversité des montants d'allocations et la progressivité de l'impôt permet de redistribuer partiellement les ressources du haut vers le bas. L'exonération fiscale des allocations familiales ouvrirait une brèche dans ce système: d'autres éléments de revenu pourraient ensuite être soustraits à l'assiette fiscale, sapant ainsi les fondements de l'État social.

Or, il nous faut un État social fort pour aider les familles, celles qui en ont besoin. Un but depuis toujours cher aux socialistes, qui n'est hélas pas encore pleinement atteint: en

Suisse, les enfants continuent de représenter un risque de pauvreté. Pour pallier ce risque, il nous faut développer des mesures avant tout non fiscales. À commencer par la hausse du montant des allocations familiales ou encore l'instauration générale de prestations complémentaires pour familles à faible revenu. Sans oublier la suppression des primes d'assurance-maladie pour enfants, l'augmentation des subsides et un subventionnement accru de la garde extrafamiliale. Et s'il faut adopter des mesures fiscales, l'instauration d'un rabais d'impôts forfaitaire par enfant est préférable au système actuel des déductions fiscales, qui avantage les revenus élevés.

Le Conseil fédéral, suivi par les deux chambres, invite au rejet de cette initiative et étudie des alternatives visant à soutenir les familles de manière ciblée. À notre tour de dire NON, le 8 mars prochain, à cette initiative inéquitable !



# NON

à l'initiative injuste du PDC sur les familles

# Une fausse bonne idée

**L'INITIATIVE DU PARTI VERT'LIBÉRAL INTITULÉE « REMPLACER LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE PAR UNE TAXE SUR L'ÉNERGIE » PEUT SEMBLER SÉDUISANTE AU PREMIER ABORD. MALHEUREUSEMENT, ELLE EST TRÈS MAL CONÇUE. EN CAS D'ACCEPTATION, ELLE AURAIT PLUSIEURS EFFETS PERVERS POUR L'ENVIRONNEMENT ET SERAIT PARTICULIÈREMENT ANTISOCIALE.**

Qu'on l'aime ou qu'on la déteste, il faut admettre que la TVA représente 23 milliards de recettes par an et constitue le principal pilier du financement de la Confédération. Elle rapporte aussi passablement aux assurances sociales. Pour remplacer ces recettes, comme le souhaite l'initiative vert'libérale, il faudrait introduire brutalement un taux d'imposition très élevé sur les énergies sales.

C'est ici qu'intervient la principale erreur de construction: l'initiative propose de ne taxer que les énergies non renouvelables, et non pas toute la consommation d'énergie. Quel sera l'effet de cette taxation subite et massive? Immédiatement, on remplacera toutes les énergies fossiles par des énergies renouvelables importées. S'agissant d'électricité, la mesure est éventuellement praticable en important de l'électricité renouvelable des pays voisins. Cependant, aux yeux du PS, il vaut mieux développer progressivement les capacités indigènes et décentralisées de production de renouvelable, pour des motifs de sécurité d'approvisionnement et de développement économique. Pour remplacer le pétrole, l'initiative vert'libérale conduirait à l'importation de très grande quantité d'agro-



Roger Nordmann  
conseiller national (VD)

**« Cette initiative menace toute activité de l'État largement financée par la TVA, à commencer par l'AVS. »**

carburants. Or, on sait que leur bilan écologique et social est particulièrement mauvais (déforestation, substitution des cultures vivrières,...). Globalement, l'effet ne serait en rien positif pour l'environnement.

Comme la quantité d'énergie non renouvelable consommée diminuerait abruptement, il faudrait immédiatement rehausser les taux d'imposition, sans pour autant parvenir à maintenir les 23 milliards de recettes fiscales de la TVA. Cela menacerait toute activité de l'État, largement financé par la TVA, à commencer par l'AVS, l'agriculture ou encore les transports publics. On ne peut en effet obtenir un financement durable sur un substrat fiscal que l'on souhaite voir disparaître. Il s'agit là d'une erreur de raisonnement consternante de la part des auteurs de cette initiative. A moins que cela ne soit leur intention cachée.

L'initiative pose également un gros problème de justice sociale. Pour une famille de deux adultes et de deux enfants, la charge de TVA représente *grosso modo* 4 % du revenu pour les ménages qui disposent d'un revenu brut entre 4600 et 6800 francs par mois, et 3,4 % pour ceux qui disposent d'un revenu de plus de 12500 francs mensuels. S'il ne s'agit pas d'un impôt tout à fait propor-

tionnel, la pratique démontre malgré tout une différence.

La taxation de l'énergie comme source de financement de l'État est beaucoup plus inéquitable: en effet, pour les ménages modestes, la proportion de la facture énergétique est deux fois plus importante que pour les ménages aisés. Pour autant qu'il soit praticable, le remplacement de la TVA par une taxation sur l'énergie pour financer le ménage public et l'AVS serait donc une opération particulièrement antisociale. Il s'agit là de la seconde erreur politique majeure faite par les vert'libéraux: il faut réaliser une transition énergétique pour assurer la prospérité de toutes et tous, et non pas en faire un instrument de renforcement des inégalités.

Bref, la voie d'une réforme fiscale écologique progressive et bien dosée, comme le Conseil fédéral entend la promouvoir, est nettement plus prometteuse.



**LES VILLES SUISSES NE SONT PAS REPRÉSENTÉES ÉQUITABLEMENT AU NIVEAU NATIONAL. L'UNION DES VILLES SUISSES (UVS) S'ENGAGE POUR LES VILLES ET LEURS INTÉRÊTS. DEPUIS L'ÉTÉ 2014, UN SOUS-GROUPE DE TRAVAIL DES PLUS GRANDES VILLES-CENTRE<sup>1</sup>, RENFORCE LA REPRÉSENTATION DES INTÉRÊTS URBAINS ET S'OCCUPE DE LEURS DÉFIS SPÉCIFIQUES. CORINE MAUCH ET SAMI KANAAN, MAIRES DE ZÜRICH ET GENÈVE, NOUS FONT PART DES DÉFIS AUXQUELS FONT FACE LES VILLES ET LES VILLES-CENTRE, AINSI QUE LEUR IMPORTANCE POUR LA SUISSE.**

**Corine Mauch, Sami Kanaan, vous n'êtes pas satisfaits de l'influence qu'ont les villes à Berne. Pourquoi ?**

SK: Les douze plus grandes villes de Suisse comptent autant d'habitant-e-s que les 14 cantons les plus petits. Ces cantons ont droit à la moitié des sièges du Conseil des Etats. Pourtant, les villes sont des actrices intournables d'une Suisse moderne, créative et dynamique, mais restent démocratiquement sous-représentées.

CM: Les villes pèsent lourd dans l'économie et la société suisse. La Suisse est un pays fortement urbanisé. Cela doit aussi se refléter dans les structures politiques. Nous travaillons en ce sens avec l'UVS. Il ne s'agit pas de monter la ville contre la campagne, car une Suisse forte a besoin des deux identités. Mais un plus grand pouvoir décisionnel et une plus grande influence doivent nous être accordés, afin que nous puissions continuer à maintenir notre rôle important pour l'ensemble du pays.

**Les villes désirent donc plus de pouvoir. Comment peut-on justifier cela ?**

SK: Les villes pèsent 84 % du poids économique suisse ! Une reconnaissance et une compensation des charges urbaines plus importantes sont indispensables. Par exemple, les communes urbaines dépensent 57 % de plus pour la sécurité sociale que les autres communes. Nous devons assumer des compétences et des charges particulières du fait de la composition de la population des villes (mixité, besoins particuliers, précarité,...). Or, la tendance aujourd'hui va vers un report de charges des cantons vers les communes, sans augmentation du pouvoir décisionnel ni compensation financière.

CM: Les villes, particulièrement les villes-centre, supportent les charges qui, comme fonctions de centralité, profitent également à toute la région, comme par exemple dans les domaines de la culture ou de la santé publique. Notre charge ne peut pas toujours augmenter. Nous sommes par exemple menacés par

des pertes massives avec la réforme de l'imposition des entreprises (RIE III). Zurich perdrait initialement jusqu'à 300 millions de francs d'impôts. Cette perte doit être compensée, sinon les prestations offertes devront être revues à la baisse.

**Quels sont les points communs entre les villes-centre et pourquoi travailler ensemble ?**

SK: Les villes-centre sont les communes urbaines situées au cœur des agglomérations, comprenant une part importante de pendulaires et assumant des charges au service de toute l'agglomération. Elles connaissent des problématiques similaires. Qu'il s'agisse de transport, d'aménagement, d'infrastructures, d'emploi, de besoins sociaux, de culture et de sport ou de sécurité, leurs responsabilités sont énormes.

CM: Les grandes villes-centre sont des locomotives économiques et sociales qui tirent en avant leur région et toute la Suisse. Grâce au nouveau groupe de travail au sein de l'UVS, nous pouvons maintenir un échange régulier. Par exemple, sur l'impact de l'initiative contre l'immigration de masse qui affecte particulièrement les villes-centre.

**Quels avantages attendez-vous pour les villes et la Suisse ?**

SK: Ce groupement des dix plus grandes villes-centre vise à mettre les forces, les expériences et les particularités de nos villes au service du développement urbain helvétique, de la cohésion sociale et du vivre ensemble pour toutes et tous.

CM: Nous voulons continuer de renforcer notre réseau grâce à l'UVS. Le succès des grandes villes-centre repose sur l'ouverture et la diversité, deux conditions dont nous bénéficions grâce à une population suffisamment variée. Ces facteurs sont menacés par la tendance actuelle à l'isolement.

<sup>1</sup> Interessengemeinschaft Grosse Kernstädte (IGGK). Le groupe comprend les villes-centre de plus de 50 000 habitant-e-s: Zürich, Genève, Bâle, Lausanne, Berne, Winterthur, Lucerne, Saint-Gall, Lugano et Bienne.

# Panorama des impôts en Suisse

Pour le 50<sup>e</sup> anniversaire de son lancement, le site en ligne *Domaine public*, présidé par Ruth Dreifuss, nous offre une étude fort intéressante sur le système fiscal suisse. Bernard Dafflon, un ancien professeur de finances publiques et de gestion des finances publiques à l'université de Fribourg, nous propose une analyse approfondie des aspects essentiels du système fiscal de notre pays. Cet article vous présentera les analyses et les propositions qui ont le plus retenu notre attention parmi les six thématiques développées dans l'étude. Il reste cependant difficile de résumer une étude de cette envergure en une seule page. Nous vous conseillons donc vivement de la consulter par vous-même sur le site web [www.domainepublic.ch](http://www.domainepublic.ch).

## Concurrence fiscale

L'un des arguments le plus répandu en faveur de la concurrence fiscale est sa capacité à favoriser le développement local. Or, l'étude nous démontre que l'effet escompté ne porte pas ses fruits à long terme. En effet, lorsqu'un canton baisse le taux de son impôt sur le bénéfice, les autres cantons ont tendance à l'imiter. La position relative des cantons a ainsi été peu modifiée ces dernières décennies. Par contre, la tendance baissière des taux d'imposition menace dangereusement les finances publiques. De plus, des distorsions économiques et des inégalités de traitement peuvent être créées si cette baisse cible des niches fiscales.

## Taux unique pour les impôts sur le revenu et le bénéfice

Dans le but d'éradiquer cette concurrence nuisible, l'étude propose de mettre en place un taux d'imposition sur le bénéfice unique pour toute la Suisse. Le produit serait réparti entre la Confédération, les cantons et les communes.

Une solution similaire est proposée pour l'impôt sur le revenu. Mis à part les effets négatifs de la

concurrence fiscale, le système de redistribution actuel est très discutable. Selon un rapport du Conseil fédéral (2005), le système de déduction diminue de plus de la moitié les recettes fiscales de l'impôt fédéral direct des personnes physiques. Ce même rapport estime qu'un taux unique, d'environ 2%, appliqué au revenu brut, engendrerait des recettes fiscales similaires. Autre problème lié à l'impôt sur le revenu : dans un système avec un barème progressif, les déductions fiscales profitent essentiellement aux revenus élevés et non pas aux ménages à faibles et moyens revenus. L'objectif d'une redistribution équitable n'est donc pas atteint. Ainsi, le passage à un taux d'imposition unique et accompagné d'une vraie politique redistributive, permettrait d'assurer une équité fiscale. Bien sûr cette solution sous-entend une réorganisation de la politique redistributive, qui doit être explicitement débattue par les parlements et non pas étouffée par de nombreuses déductions et allocations. L'introduction d'un impôt à taux unique (flat tax) offrirait également d'autres avantages : prélevé à la source, il permettrait d'éviter l'évasion fiscale et réduirait les coûts administratifs de gestion et de contrôle de l'impôt.

## Maintenir une TVA à taux multiples

En 2012, la TVA représente 37,1% des recettes fiscales fédérales. C'est une ressource remarquablement fiable par son rendement régulier et constamment en croissance. Contrairement aux deux impôts précédents, il est nécessaire de garder un système à deux ou trois taux (normal, réduit, zéro), afin que les dépenses essentielles ne pèsent pas trop lourd sur le budget des ménages à faible revenu.

Yves Chatton, Collaborateur PS Suisse

« Je propose de remettre les choses à plat. La seule solution correcte et équitable est la flat tax. »

Bernard Dafflon dans le journal « Le Temps », 14.11.2014



# Section internationale ? Peu connue, mais très active

**LA SECTION INTERNATIONALE DU PS SUISSE SE DÉVELOPPE ET NOUS SOUHAITONS VOUS FAIRE PARTAGER NOS AVANCÉES, EXPLICITER LES OBJECTIFS ET PRISES DE POSITION D'UNE SECTION ENCORE TROP PEU CONNUE ET QUI POURTANT DISPOSE D'UN FORT POTENTIEL.**

Notre section regroupe 110 membres vivant à l'étranger, en expatriation temporaire ou durable. C'est assez peu direz-vous. Toutefois, nous avons donné, depuis 2 ans, un élan important à cette section et, à l'heure des élections fédérales de cet automne, il se pourrait fort bien que le PS puisse, grâce à sa section internationale, disposer d'un avantage stratégique et concurrentiel non négligeable. En effet, plus de 730 000 Suisses résident à l'étranger et le potentiel de voix pour le PS est ainsi énorme. En effet, c'est une population qui vote entre 5% et 10% plus souvent pour la gauche que les concitoyen-ne-s toujours établis en Suisse. Cependant, elle manque aujourd'hui de mobilisation (environ 155 000 personnes sont inscrites sur les listes électorales), car elle est peu sollicitée et, malheureusement, souvent peu considérée par les partis politiques suisses.

Si ceux-ci se sentent écoutés dans un système manquant cruellement de représentation de sa diaspora au

sein des organes décisionnels du pays, ils permettront au parti de se consolider, à l'heure où la Suisse a besoin du PS.

Quand on aborde le point de la consultation des Suisses de l'étranger, le débat reste encore trop cantonné aux problématiques «expats», sollicitant notre avis sur la politique étrangère, ce qui est légitime certes, mais insuffisant : nous pouvons apporter un œil neuf, nuancé, comparatif sur des sujets qui nous tiennent à cœur et sur lesquels nous pouvons être compétents : politique familiale, système de santé ou urbanisme.

A l'étranger, nous notons que les membres qui nous rejoignent cherchent avant tout les informations qui leur font défaut. Il faut expliciter, sans relâche, notre fonctionnement institutionnel et les débats en cours dans notre démocratie. De plus, la typologie des communautés à l'étranger évoluant sans cesse, grâce à l'ouverture des études à l'étranger, à la mobilité professionnelle, au multiculturalisme

des couples et au renouveau de la famille, il est primordial pour le PS de garder un lien avec ses membres à l'étranger. Plus le lien aura été fort pendant l'expatriation, plus la réintégration dans le pays sera facilitée. Nous sommes encore trop ancrés sur d'anciens schémas, l'expatrié n'est plus forcément riche et en famille, mais est avant tout une personnalité active, dynamique et ouverte, bref un parfait ambassadeur du PS Suisse.

**Alors que fait le PS ? Et bien beaucoup de choses, et heureusement !**

En plus de réactualiser nos outils de communication, nous avons créé des antennes régionales dans les pays où les communautés sont les plus importantes. A Paris, par exemple, l'antenne régionale fête ses neuf mois d'existence et nous avons déjà pu mener à bien trois réunions-débats, dont une visite aux états généraux du PS français, afin de consolider nos alliances et notre politique de coopération au niveau européen. En 2015, nous avons déjà prévu un débat sur l'éducation avec des universitaires suisses en février et nous sommes ouverts à toute proposition d'activité. L'antenne est jeune et se veut dynamique, n'hésitez pas à nous contacter si vous passez dans notre ville lumière, proposer et participer à nos activités. Des antennes existent également à Rome, Berlin et Tel Aviv. Nos effectifs grossissent de manière constante et nous recevons des demandes de personnes jusqu'ici non politisées et qui aimeraient comprendre, débattre, s'engager.

C'est passionnant de penser, de réaliser qu'il y a encore tant à faire, à inventer pour une société plus juste et que malgré les médias arguant le désintérêt des citoyen-ne-s pour la politique, nous sommes sollicités et consultés pour faire avancer le débat.

Pour plus d'infos, n'hésitez pas à nous contacter : Peter Hug, secrétaire international du PS Suisse : peter.hug@spschweiz.ch  
Audrey Ruchet Bach, antenne Paris : audrey.ruchetbach@pssuisse.ch

« Nos effectifs grossissent de manière constante et nous recevons des demandes de personnes jusqu'ici non politisées et qui aimeraient comprendre, débattre, s'engager. »





# « Vivre, c'est s'engager ; et s'engager, c'est vivre ! »

ENTRETIEN AVEC MARIA BERNASCONI

A l'approche du renouvellement des Chambres fédérales le 18 octobre 2015, quelques parlementaires socialistes romand-e-s ont annoncé qu'ils ou elles ne brigueraient plus de nouveaux mandats. L'occasion pour notre journal de les rencontrer autour d'un entretien sous forme de rétrospective de leurs années passées sous la coupole et pour évoquer également leur avenir, politique ou non. Première rencontre avec Maria Bernasconi, élue du bout du lac Léman.

**SOCIALISTES : Tu as annoncé que tu ne te représenterais pas ; quels facteurs ont été déterminants dans ce choix ?**

Maria Bernasconi : Après 16 ans passés à Berne et 8 au parlement cantonal, je trouve qu'il faut du sang neuf. Par ailleurs, concilier le poste de secrétaire générale de l'Association du personnel de la Confédération (APC) avec la vie politique est devenu très lourd. J'ai envie de m'engager pleinement pour mon syndicat. Je me réjouis également d'avoir davantage de temps pour ma famille, mon mari et mes petits-enfants.

**Après quatre législatures passées sous la coupole fédérale, comment vis-tu cette décision ?**

Un œil qui pleure, un autre qui rit. J'ai un pincement au cœur à l'idée de quitter toutes ces personnes avec lesquelles je me suis engagée pour

un monde plus juste et de ne plus vivre la vie trépidante d'un parlement. Mais je me réjouis aussi de pouvoir vivre à un autre rythme.

**Quelles ont été tes plus grandes réussites et tes plus grandes déceptions au cours de ta carrière bernoise ?**

Côté réussites, je citerais l'aboutissement de mon initiative parlementaire sur les mutilations génitales féminines, ayant mené à une loi interdisant cette pratique inhumaine et dégradante pour les femmes, ainsi que ma présidence à la commission de gestion qui m'a apporté énormément de satisfactions.

Côté déception, je mentionnerais l'élection de Christoph Blocher au Conseil fédéral. Il a causé beaucoup de dégâts, et l'image de la Suisse en ressort fortement ternie. La montée de l'extrême droite me préoccupe beaucoup. J'ai commencé à m'engager en politique par réaction au succès d'un parti xénophobe à Genève; je quitte le parlement en constatant qu'il est revenu sous un autre nom.

**Quels ont été tes principaux engagements ?**

La lutte contre les inégalités notamment envers les femmes, la défense des institutions démocratiques entre autres comme présidente de la Commission de gestion, et la lutte contre la xénophobie et le racisme. Je me suis aussi engagée pour défendre

les conditions de travail des salarié-e-s et le service public.

**Ton départ du Conseil national annonce-t-il la fin de ton engagement politique ?**

Non! En tant que syndicaliste, je continuerai à défendre les mêmes causes.

**Sur lesquels de tes projets souhaites-tu mettre la priorité à l'avenir ?**

Sur la défense du service public et des conditions de travail des employé-e-s de l'Etat.

**As-tu quelques conseils à donner à ton successeur ?**

Vivre, c'est s'engager; et s'engager, c'est vivre! Ne jamais oublier son engagement de départ, garder la tête froide et rester abordable pour les gens. Ne pas oublier les ami-e-s et la famille, dont on a sacrément besoin en cas de coup dur.

Propos recueillis par Gaël Bourgeois et Yves Chatton.

« Ne jamais oublier son engagement de départ, garder la tête froide et rester abordable pour les gens. »

## CV EXPRESS

1995 – 1999 Conseillère nationale  
2001 – 2011 Co-présidente des Femmes socialistes  
2003 – 2015 Conseillère nationale  
Commission de gestion (CdG-N)  
Délégation auprès de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF-V)

# « Qu'attendons-nous ? »

« Racisme et xénophobie ne sont pas de génération spontanée, mais le produit d'une politique qui s'y abandonne. »

Voilà longtemps que ces réflexions, ces argumentations, ces inquiétudes, ces conclusions trottent dans ma tête. Voilà longtemps que la situation en Europe me préoccupe. Voilà longtemps que les montées des extrêmes et l'implosion de limites du monde politique me laissent un goût amer. Voilà longtemps que je cherche des signaux des résistances. Et voilà qu'Edwy Plenel a su coucher sur le papier les sentiments qui m'habitent depuis fort longtemps.

Deux amis m'ont offert ce livre pour Noël... Plus qu'un cadeau, c'est un soulagement qui m'a été offert. Le soulagement de voir un journaliste indépendant prendre sa plume pour démontrer, à grands renforts de faits historiques et d'écrivains, chercheurs ou personnalités politiques, que le « Racisme et [la] xénophobie ne sont pas de génération spontanée, mais le produit d'une politique qui s'y abandonne. » Tout est là ! En une seule petite phrase, d'apparence anodine, le cofondateur

de Mediapart pose la réalité des faits. L'abandon politique du racisme et de la xénophobie à l'extrême droite.

Ainsi, lorsque des premiers ministres français, fussent-ils prétendument de gauche, s'attaquent à la « question musulmane », ou pire, au « problème musulman », c'est mettre le doigt dans un engrenage qui ne peut que conduire au fait de tolérer, voire d'accepter la discrimination envers les musulmans :

« Confondre une entière communauté – d'origine, de culture ou de croyance – avec les actes de quelques individus qui s'en réclament ou s'en prévalent, c'est faire le lit de l'injustice. Et laisser s'installer ces discours par notre silence, c'est habituer nos consciences à l'exclusion, en y installant la légitimité de la discrimination et la respectabilité de l'amalgame. Au XX<sup>e</sup> siècle, la tragédie européenne nous a appris la fatalité de cet engrenage, dans l'acceptation passive de la construction d'une question juive. Ne serait-ce que parce que nous

avons la responsabilité de cet héritage, nous refusons de toute notre âme cette insidieuse et insistante construction contemporaine d'une question musulmane. »

Ainsi, emboîter le pas des droites nationalistes revient à dérouler un tapis rouge à des généralisations inimaginables. Les musulmans représentent un milliard de croyants, des dizaines de pays différents et des réalités fort diverses. Résumer les musulmans aux intégristes islamistes n'est pas plus judicieux que de réduire le catholicisme à la période des Croisades ou à certains de ses mouvements les plus radicaux.

Alors oui, comme l'a si justement écrit Emile Zola, « on finit par créer un danger en criant chaque matin qu'il existe ». Dès lors, la question posée en conclusion par Edwy Plenel prend tout son sens, trouve une ampleur considérable au regard de sa simplicité : « Qu'attendons-nous ? »

*Lire également l'éditorial en page 3.*

Gaël Bourgeois

Edwy Plenel  
Pour les  
musulmans

## Pour les musulmans

Edwy Plenel, septembre 2014  
Éditions La Découverte  
ISBN – 9782707183538  
124 pages

Journaliste, Edwy Plenel est cofondateur et président de Mediapart, journal en ligne indépendant et participatif. Il est l'auteur de très nombreux essais et documents dont, très récemment, *Dire non* (Don Quichotte, 2014), qui s'est vendu à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires.

# fondation MÈRESOFIA



Notre fondation, sans appartenance religieuse ou politique, a pour but de venir en aide aux plus démunis, sans discrimination et dans le respect de la dignité humaine. Sa particularité est son approche dite « bas seuil ». Cette prise en charge, basée sur la création de liens, se caractérise par le faible degré de démarches à entreprendre pour y avoir accès et consiste à accepter l'autre comme il est, là où il en est et de l'accompagner vers un mieux.

Dans notre société, où les démarches administratives se font de plus en plus écrasantes, où les contacts humains se raréfient et où la course au profit prévaut sur la solidarité, on constate que de plus en plus de personnes se retrouvent perdues dans ce tumulte. Sans *a priori*, nous les accueillons et tentons de leur apporter une réponse adaptée à leur situation. A travers ses quatre entités, la Fondation Mère Sofia propose une aide quotidienne et de proximité.

**La Soupe Populaire** offre, chaque soir, nourriture et chaleur humaine à toute personne dans le besoin. Véritable observatoire de la précarité, on peut y apercevoir la réalité cachée des rues. Outre les diverses raisons qui amènent nos bénéficiaires à la Soupe, c'est l'augmentation constante qui nous préoccupe : en 5 ans, le nombre de repas servis a augmenté de 25 % !

**Macadam Services** fonctionne comme une agence temporaire à caractère social et dirige ses bénéficiaires vers des missions, tels que déménagements autres petits emplois correspondant à leur savoir-faire. Elle leur offre ainsi la possibilité de mettre en valeur leurs compétences et reprendre confiance en eux. Il s'agit d'une des rares mesures d'insertion sociale qui travaille avec des personnes en phase active de consommation.

**L'Echelle** est un véritable service social de rue aménagé dans un camping-car. Les travailleurs sociaux de l'Echelle offrent orientation, soutien social et alimentaire à toute personne souhaitant agir pour retrouver sa pleine autonomie. Outre la condition d'être Lausannois-e, aucun document n'est prérequis. La proximité de la structure facilite la création du lien.

**Le Parachute** est un foyer pour adolescent-e-s en grande souffrance. Notre prise en charge pour ce type d'institution est unique en Suisse. Il n'y est organisé aucune activité imposée. Si les éducateurs se concentrent sur la création de liens afin de reconstituer un univers rassurant, ils sont bien entendu disponibles pour accompagner et encourager les projets, pour autant qu'ils partent des adolescents.

Lisa Rubli, directrice adjointe

BCV Lausanne (CCP de la banque:  
10-725-4, clearing: 767)  
Fondation Mère Sofia – Lausanne  
Compte N° 393.55.82  
IBAN: CH20 0076 7000 A039 3558 2  
www.meresofia.ch  
info@meresofia.ch

**Chaque numéro de SOCIALISTES présentera une rubrique, mettant en avant une association ou une fondation œuvrant dans un domaine d'activité cher au Parti socialiste. N'hésitez pas à soutenir ces associations, dont les valeurs de solidarité, de social ou encore d'entraide sont essentielles à la cohésion.**

## LE RÉSULTAT



Tabaré Vázquez  
56.63 %  
Front large (frente amplio, FA/membre de l'internationale socialiste)



Luis Alberto Lacalle Pou  
43.37 %  
Parti national (Partido Nacional/droite conservatrice)

A 74 ans, Tabaré Vázquez, qui avait présidé l'Uruguay de 2005 à 2010, a plaidé pour un accord national dans la sécurité et l'éducation, deux thèmes-clés de la campagne. Tabaré Vázquez prendra ses fonctions le 1<sup>er</sup> mars prochain. Il assure ainsi un troisième mandat consécutif à la coalition de gauche du Frente Amplio. Le candidat de la droite, député, est également le fils d'un autre ancien président uruguayen, qui avait officié entre 1990 et 1995.

Il succédera à José Mujica, qui ne pouvait se représenter à cette élection. Ce dernier était largement suivi par les médias internationaux pour son franc-parler contre la société de consommation et son mode de vie teinté de simplicité.

## LA STATISTIQUE

# 38%

Depuis 1996, les salaires réels du 1 % le mieux rémunéré ont progressé de 38 %, alors que les salaires moyens et la tranche des 10 % des salaires inférieurs ont dû se contenter d'une augmentation de 12 % et 8 %.

Ce sont les conclusions d'un rapport publié par l'Union syndicale suisse (USS) en janvier 2015. À cela s'ajoute la baisse de la charge fiscale dont ont bénéficié les classes de revenu supérieur, alors que celle des autres s'est fortement alourdie, principalement à cause de la hausse des taxes et des primes d'assurance-maladie. En fin de compte, le revenu du 1 % le mieux rémunéré a augmenté de 1930 francs entre 2002 et 2012, celui de la classe moyenne a stagné et le revenu des salaires inférieurs a baissé de 200 francs.





# Le chômage doit disparaître !

Grâce à des projets d'insertion diversifiés, nous créons des perspectives pour les personnes qui sont sans emploi depuis longtemps. Merci de nous soutenir dans cette démarche.

[www.oseo-suisse.ch](http://www.oseo-suisse.ch)  
CCP 30-241785-6



**Œuvre suisse d'entraide  
ouvrière OSEO**  
Travail et intégration



SPINAS CIVIL VOICES

# Mes dernières volontés

*Tout ce qui m'a tenu à cœur durant ma vie ne saurait s'interrompre après ma mort. Afin que mes valeurs sociales se perpétuent, je souhaite recevoir la brochure explicative du PS Suisse relative aux legs et testaments.*

Nom / Prénom : \_\_\_\_\_

Rue : \_\_\_\_\_

NPA : \_\_\_\_\_ Localité : \_\_\_\_\_

Date : \_\_\_\_\_ Signature : \_\_\_\_\_



Car garantir, à l'avenir, une Suisse juste et sociale demeure notre objectif commun.

Merci de renvoyer ce bulletin à :  
Parti socialiste suisse  
Spitalgasse 34, Case postale, 3001 Bern

Tél.: 031 329 69 87  
eliane.boss@pssuisse.ch  
www.pssuisse.ch

